



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

19 NOV. 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPEI/SP

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er avril 2010 régissant le fonctionnement des activités de la société TAM dans son établissement situé ZI La Grange Cléard à TARARE ;

VU le rapport du 3 octobre 2018 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 10 octobre 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- le dispositif de traitement de rejet des eaux usées industrielles par la station d'épuration interne est hors service ;
- l'absence de moyens de confinement des eaux polluées d'extinction, qui avait été constatée lors d'une précédente inspection, demeure ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des analyses récentes de ses rejets atmosphériques, alors qu'un contrôle doit être effectué tous les ans ;

CONSIDERANT que la société TAM ne respecte pas les dispositions de l'article 35 et celles des annexes 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010 ;

.../...

CONSIDERANT que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'imposer à la société TAM de respecter les points susvisés de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2010 ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société TAM, ZI La Grange Cléard à TARARE, est mise en demeure :

- **dans le délai de 3 mois**, de remettre en service la station d'épuration interne afin de respecter les valeurs limites de rejet des effluents aqueux ainsi que les fréquences de contrôle, conformément à l'annexe 3 de l'arrêté du 1^{er} avril 2010 et de réaliser également le contrôle des émissions atmosphériques, conformément à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral précité ;
- **dans le délai de 6 mois**, de finaliser et transmettre l'étude pour le confinement des eaux d'extinction incendie, conformément à l'article 35 de l'arrêté du 1^{er} avril 2010 ;
- **dans le délai de 12 mois**, de respecter la valeur limite en azote des rejets aqueux par la nécessité d'une modification du process, conformément à l'annexe 3 de l'arrêté du 1^{er} avril 2010 ;
- **dans le délai de 18 mois**, de mettre en place les moyens nécessaires retenus pour le confinement des eaux d'extinction incendie, conformément au point 4 de l'annexe 3 de l'arrêté du 1^{er} avril 2010.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental par intérim de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de TARARE,
- à l'exploitant.

Lyon, le **19 NOV. 2018**

Le Préfet,

Pour le préfet,
~~Le sous-préfet,~~
Secrétaire général adjoint,

Clément VIVÈS

